

DECLARATION DES CANDIDATS POID AUX ELECTIONS DEPARTEMENTALES DES 20 ET 27 JUIN 2021

Annaïg Douard, salariée restauration, Didier Ricou, plombier chauffagiste Remplaçants : Isabelle Bizet, aide-soignante retraitée, Laurent Priet, aide-soignant retraité.

La situation de notre pays est marquée par la crise sanitaire aggravée par la politique du gouvernement Macron, politique relayée par le **Conseil Départemental.**

EN ILLE ET VILAINE COMME PARTOUT EN FRANCE, LA POLITIQUE DE MACRON SE TRADUIT PAR :

- L'absence de mesures permettant de protéger et de soigner la population. Actuellement les hôpitaux sont saturés par les malades du COVID et les soins « normaux » sont déprogrammés massivement, faute de lits et de personnels en nombre suffisant. Les vaccins manquent, et ce ne sont pas les déclarations sur l'élargissement de la vaccination qui règlent le problème. 257 967 habitants en Ille-et-Vilaine ont été vaccinés (dont 85 290 pour la 2e injection) au 01/05/21 sur une population de 1 082 073 habitants.
- Le projet du nouveau CHU (plusieurs centaines de lits supprimés et vente de l'Hôpital Sud) est maintenu. Sous prétexte de « modernisation » les hôpitaux de St Malo et Dinan sont menacés de suppressions de lits et de services. D'ores et déjà s'applique l'ordonnance du gouvernement qui prévoit un seul hôpital par département.
- Le calendrier scolaire est bousculé. L'instruction de la jeunesse est sacrifiée puisque le gouvernement s'est refusé à recruter les enseignants en nombre suffisant pour maintenir l'enseignement en respectant les distances sanitaires. Pire le gouvernement en profite pour accélérer les réformes qui remettent en cause la valeur

- nationale des diplômes. Sur le département, un millier d'enfants et d'adolescents en difficulté ayant le droit reconnu (par la MDPH) d'être admis en établissement médico-social ne sont pas scolarisés faute de place !...
- Dans le même temps, la crise du système économique frappe dans tout le pays, les licenciements se multiplient, la précarité, le chômage partiel se développent répandant partout la pauvreté. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) supplémentaires depuis un an sur le territoire est de plus 1 258.

Le Conseil Départemental d'Ille et Vilaine a fermé le collège Surcouf à St Malo et un site du collège à Villejean. Il a privatisé la personnel crèche du du Conseil Départemental. Il a supprimé 6 jours de congés aux agents Conseil Départemental, en appliquant la loi du ministre Dussopt au nom de l'« équité ». représentant Son au conseil de surveillance du CHGR a validé la fermeture de 20 lits et de plusieurs dizaines d'autres depuis un an. Il appuie le transfert au privé de l'Ehpad communal de Bourg des Comptes. Il s'oppose aux revendications des pompiers du SDIS sur les effectifs et le temps de travail.

Les candidats du POID aux élections départementales condamnent clairement cette politique de Macron, relayée par le Conseil Départemental.

L'URGENCE POUR TOUTE LA POPULATION, C'EST D'EXIGER QUE LES MESURES SOIENT PRISES :

- Pour protéger et soigner la population il faut ouvrir autant de lits que nécessaires avec tous les personnels formés pour toutes les maladies, pas seulement la COVID, réquisitionner les brevets de vaccins, nationaliser les industries pharmaceutiques pour produire les vaccins nécessaires.
- Pour permettre à tous les enfants d'apprendre, de rattraper le retard, il faut recruter en masse tous les enseignants et les personnels nécessaires en préservant les conditions sanitaires, ouvrir toutes les classes nécessaires en réquisitionnant les locaux au besoin.
- Il faut garantir à tous le droit de vivre de son travail, en interdisant les licenciements.
- Il faut annuler les fermetures des services publics, tels les bureaux de postes et les trésoreries ... Il faut ré-ouvrir les bureaux de poste fermés, rétablir les horaires d'ouverture et rétablir toutes des tournées de facteurs, à Rennes et ailleurs.
- La politique de Macron depuis le début de la pandémie a été cadrée par le vote de 343 milliards d'euros, augmentés jusqu'à 560 milliards, à destination des patrons et des banques et non au service de la population. Nous exigeons la réquisition des milliards d'euros votés par le parlement le 19 mars 2020 à l'unanimité des députés, confiés aux banques, afin de pouvoir satisfaire les besoins de la population.

LES CANDIDATS DU **POID** AUX ELECTIONS DEPARTEMENTALES NE SERONT PAS LE RELAIS DE LA POLITIQUE DE **M**ACRON.

Partisan du socialisme, le POID combat pour la République ouvrière pour :

- Établir l'industrie nationalisée de la pharmacie pour la production de vaccins en nombre permettant à tous ceux qui le souhaitent d'être vaccinés ;
- Rétablir les monopoles des services publics renationalisés ;
- Interdire les licenciements ;
- Rétablir les libertés d'organisation et de manifestation ;
- Garantir à tous les jeunes le droit effectif à étudier, à égalité, et l'accès à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire;
- Abroger les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites ;
- Confisquer, réquisitionner les 560 milliards d'euros honteusement distribués aux capitalistes pour les affecter à l'école, à l'hôpital et aux services publics.

Voilà le programme sur lequel le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique se prononce. Voilà le contenu qu'il donne à la campagne engagée avec des travailleurs et des militants de toutes tendances pour dire « **Dehors Macron et sa politique, le plus tôt sera le mieux!** ». Voilà les mots d'ordre sur lesquels il invite travailleurs, militants et jeunes à le rejoindre.

Le 20 Juin, VOTEZ, FAITES VOTER POID.

Attention, les bulletins de vote POID ne seront disponibles que dans les bureaux de vote.